

Par Jean-Pierre Filiu (Professeur des universités à Sciences Po)

Deux semaines seulement après le massacre perpétré par le Hamas, le 7 octobre 2023, je mettais en garde dans cette chronique contre l'aveuglement d'Israël qui, en s'acharnant contre la population de Gaza, ferait immanquablement le jeu de la milice islamiste. J'appelais l'Etat hébreu et ses alliés à « *ne pas tomber dans le piège du Hamas à Gaza* » et à « *ne pas laisser le Hamas l'emporter [là-bas], même sur un champ de ruines* ». Les représailles israéliennes prenaient déjà la forme d'une vague de bombardements d'une violence inouïe.

Cependant, le « *piège du Hamas* » visait à attirer l'armée israélienne dans une réoccupation terrestre de l'enclave palestinienne. Cette réoccupation, amorcée le 27 octobre 2023, se poursuit quinze mois plus tard, en dépit des redéploiements militaires de ces dernières semaines. Et chaque escalade israélienne, avec l'offensive du 6 mai 2024 sur Rafah, puis la campagne de dépopulation du nord de Gaza, lancée le 6 octobre 2024, n'ont ajouté que des ruines aux ruines, sans pour autant compromettre la prééminence du Hamas.

L'état-major israélien a en effet cédé à la fascination pour des bilans purement statiques, comme s'il suffisait de réduire le « stock » de combattants du Hamas pour éliminer la « menace terroriste ». Non seulement cette obsession des chiffres a pu justifier la mort de dizaines, voire de centaines de civils pour chaque « cible » visée, mais elle a ignoré la dynamique de recrutement du Hamas, laquelle est accentuée par le caractère plus ou moins aveugle des frappes israéliennes.

Mohammed Sinouar plutôt que Yahya

Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine sous Joe Biden, a ainsi déclaré, le 14 janvier, que « *le Hamas [avait] recruté presque autant de militants qu'il en [avait] perdu* », y voyant la « *recette d'une insurrection durable et d'une guerre perpétuelle* ». Il n'en est que plus regrettable que l'administration démocrate ait soutenu avec constance une politique israélienne aussi erronée, préparant ainsi le terrain aux diktats du nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump.

On pourrait, en forçant le trait, affirmer que la direction du Hamas à Gaza n'a fait que passer d'un Sinouar à un autre. Certes, Yahya Sinouar, le « cerveau » du carnage du 7 octobre 2023, a été tué par une patrouille israélienne, un an plus tard, mais c'est son frère Mohammed qui a pris sa succession. Milicien endurci et vétéran de plusieurs conflits avec Israël, celui-ci est adulé par les nouvelles recrues du Hamas et, plus encore, par tous les fantassins promus à des postes de responsabilité, du fait de l'élimination des cadres et des dirigeants islamistes.

Ces gros bras à la brutalité débridée sont surnommés les « drones » par la population de Gaza en raison de leurs interventions aussi intrusives que celles des drones israéliens. C'est dire la crainte qu'ils suscitent au sein d'une population contrainte de subir leur retour en force depuis la proclamation de la trêve.

Les deux Etats comme seule alternative au Hamas

Benjamin Nétanyahou a beau proclamer sa détermination à remporter une « *victoire totale* » contre le Hamas, il a catégoriquement refusé de permettre le retour à Gaza de l'Autorité palestinienne, qui en avait été expulsée par les miliciens islamistes, en 2007. Le premier ministre israélien craint en effet qu'un tel retour rouvre la voie à la « *solution à deux Etats* » entre Israël et un Etat palestinien, indépendant et démilitarisé.

Cette solution, dont les contours et les conditions sont connus depuis longtemps, représente pourtant la seule garantie de sécurité durable pour Israël. Le massacre du 7 octobre 2023 a démontré la vulnérabilité de l'Etat hébreu, en dépit d'un rapport de force écrasant, à une menace émanant de Gaza – une menace que les quinze mois écoulés, malgré les ravages infligés à l'enclave palestinienne et à sa population, n'ont fait qu'enraciner. C'est ce qui s'appelle un cercle vicieux.

Le chef du gouvernement israélien a misé en vain sur les clans de Gaza, un pari perdu d'avance, aucune des supposées « grandes » familles de ce territoire n'ayant la capacité de constituer en tant que telle un contrepoids au mouvement islamiste. Le jeu israélien sur les clans s'est donc rapidement dégradé en manipulation plus ou moins ouverte des gangs de pillards. Néanmoins, le Hamas a relevé ce défi, s'imposant comme le garant d'une forme d'ordre face aux coupeurs de routes et aux accapareurs, honnis par la population. La mise en scène choquante des libérations d'otages israéliens a récemment consacré ce rétablissement de la milice islamiste. C'est ainsi que Nétanyahou et son gouvernement perpétuent, pour les habitants de Gaza, le « cauchemar dans le cauchemar » que représente la domination islamiste sur fond d'agression israélienne.

Et c'est là où les outrances de Donald Trump jettent une lumière crue sur l'alternative actuelle : soit un règlement du conflit israélo-palestinien, sur la base de la solution à deux Etats, sera amorcé à partir de Gaza ; soit on tentera encore d'enterrer la question palestinienne, ce qui passera par la liquidation, non pas du Hamas, mais de la bande de Gaza en tant que territoire habité par plus de deux millions de Palestiniens, sommés de l'évacuer. L'enjeu de cette alternative est tellement considérable, bien au-delà du Moyen-Orient, que nous y reviendrons la semaine du 10 février.

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)